



# HANTIERS)

Revue du RASSEMBLEMENT COMMUNISTE - n°1 - Décembre 2018 - [rassemblementcommuniste.fr](http://rassemblementcommuniste.fr)



L'EUROPE

Un opium pour le peuple

Une arme pour le patronat

## **Partie 1. Un opium du peuple qu'il faut démasquer**

*L'Europe de la Paix?* p3

*L'Europe, berceau de la Démocratie?* p4

*L'Europe sociale?* p7

## **Partie 2. Une dictature dont il faut se délivrer**

*Frexit: L'isolement nationaliste?* p9

*Frexit: Une fin en soi?* p10

*Frexit: Le « plan B » doit devenir un plan A!* p13

**Conclusion** p15

***L'Europe... l'Europe... l'Europe... Une ritournelle qui n'a de cesse d'envahir les têtes, chantée sur tous les tons par les médias dominants et les partis politiques défenseurs du système capitaliste, voire par les partis de gauche qui critiquent le système mais ne savent pas, sur ce plan, s'en démarquer véritablement.***

***« Europe » ? Il faudrait dire en réalité « Union Européenne », mais ce tour de passe-passe visant à assimiler une construction politique à un espace géographique participe de cet objectif politique d'obscurcissement des consciences pour rendre inenvisageable toute réflexion différente qui refuse les fausses évidences, et notamment toute réflexion sur la « sortie » de la France de l'Union Européenne. Derrière les mots, il faut voir la réalité des intérêts patronaux qui se cachent !***

## **Partie 1 : Un opium du peuple qu'il faut démasquer**

### ***L'Europe de la Paix ?***

De longue date, c'est souvent au nom de la Paix qu'on fait la guerre.... Le terme de « pacification » illustre bien cette inversion des signifiants, les Algériens l'ont vécu dans leur chair en 1830-1954-1962.

La palme de l'hypocrisie peut être cependant être décernée à ceux qui, dès l'après Deuxième Guerre Mondiale, au milieu d'un champ de bataille mondial qu'ils continuaient à entretenir avec leurs partenaires américains via l'OTAN, prétendirent incarner le « plus jamais ça » ! **« L'Europe de la Paix », c'était évidemment la paix entre les fauteurs de guerre pour mieux la faire aux autres !**

En effet, qui peut croire que les pays composant l'Union Européenne n'ont participé, directement ou indirectement, à aucune guerre dans le monde depuis 1945 ? Guerres coloniales, génocides, guerres « froides », guerres du pétrole, coups d'Etat militaires et « guerres préventives » ; les pays de la colonne vertébrale impérialiste européenne n'ont en fait jamais cessé de faire la guerre (aux autres).

L'Union Européenne, sous des appellations successives, sous des masques successifs depuis les années 1950, n'a jamais été que la favorisation d'un « marché » dont seules les bourgeoisies du continent profitent, quand menace le développement d'autres puissances potentiellement rivales, non pas « militairement » mais bien économiquement. Car ce sont bien les contradictions économiques qui déterminent les conflits armés, et jamais dans l'Histoire on n'a vu de nation faire la guerre, c'est-à-dire dépenser des sommes colossales, à une autre pour des raisons strictement « morales » ou psychologiques.

Au départ, c'est évidemment le « péril rouge » qui motiva les « pères fondateurs » de la construction européenne, en pleine guerre froide, quand le prestige des soviétiques

vainqueurs d'Hitler à l'Est était à son zénith. Sous la vitrine des engagements franco-allemands à ne plus jamais se faire la guerre, dans une théorie naïvement psychologisante selon laquelle se font la guerre les nations qui ne « s'aiment pas », le rapprochement des bourgeoisies ouest-européennes était évidemment une contre-offensive à la consolidation d'une Europe de l'Est prosoviétique dont l'extension juste après la guerre les avait tant effrayés.

S'il nous faut admettre, avec les promoteurs de l'Europe, la demi-vérité selon laquelle le renforcement de liens économiques entre pays invite ces derniers à ne plus se faire la guerre, cela revient à reconnaître que la source des guerres est bien économique. Mais alors il nous faut poursuivre la logique : Intégrer économiquement des pays capitalistes, n'est-ce pas augmenter leur puissance capitaliste globale, et donc les contradictions économiques avec d'autres puissances, menaçantes ou menacées ? Où est donc la garantie de Paix mondiale dans ce contexte ? N'est-ce pas au contraire la perspective d'une prochaine guerre mondiale qu'installe cette soi-disant « Europe de la Paix » ?

L'unité agressive de l'alliance UE/USA s'est manifestée dans le soutien aux forces fascistes en Ukraine, ce qui a conduit à la révolte armée de l'est du pays sous la forme de la République du Donbass et à la réintégration de la Crimée dans la Russie qui avait accepté son rattachement à l'Ukraine dans le cadre de la fraternité entre peuples soviétiques.

Il y a évidemment une dimension défensive, anti-impérialiste, dans les rapprochements économiques et politiques entre pays menacés, comme ce fut le cas du Pacte de Varsovie (mis en place en 1955 par l'URSS face à la création de l'OTAN en 1949, au réarmement allemand et à l'intégration de la République fédérale d'Allemagne encore appelée Allemagne de l'ouest dans l'OTAN décidée en 1954), ou plus récemment avec l'ALBA, alliance économique « bolivarienne » en Amérique Latine. Mais il faut nier la nature impérialiste des

principales puissances de l'UE pour ne pas voir qu'il s'agit ici, à l'inverse, d'une alliance offensive et agressive contre les peuples et leurs éventuels concurrents.

En plus « l'Europe de la paix » ne doit pas faire perdre de vue que les ententes économiques entre capitalistes se font toujours sur la base du rapport évolutif des forces entre eux. La tendance dominante à « unité des contraires » d'aujourd'hui au sein de l'UE et entre l'UE et les USA contre les autres pays est contrebalancée par la « lutte des contraires » au sein de l'UE et entre l'UE et les USA hégémoniques, mais en déclin. On peut vérifier cela à travers le forcing Allemand pour désintégrer la Yougoslavie, le Brexit Britannique, le choix de Général Electric et non Siemens dans le capital d'Alstom, le différent Franco-Italien dans la guerre contre la Libye, etc.

### « Europe de la Défense » : Europe de la guerre

La construction européenne, dès ses origines, a oscillé entre deux intérêts géostratégiques à la fois liés et contraires : consolidation d'un glacis pro-américain face au « péril rouge » (devenu aujourd'hui « péril russe »), et/ou intégration économique continentale potentiellement rivale d'autres puissances à commencer par les USA eux-mêmes. Le projet de *Communauté Européenne de la Défense* (CED) en 1952-1954, avec des institutions supranationales placées sous la supervision du commandant en chef de l'OTAN, a matérialisé alors un choix militaire clairement proaméricain, où la quasi-totalité de l'Europe de l'Ouest adhérait à l'OTAN sous la férule des USA, contre « l'ennemi commun » soviétique. La France actait le principe de la remilitarisation de l'Allemagne imposée par les USA, mais sous « couverture » européenne, qu'elle espérait « contraignante » : Robert Schuman et Jean Monnet usaient alors des mêmes arguments qu'utilisera Mitterrand quand il acceptera en 1990 la « réunification » allemande (c'est-à-dire en réalité l'annexion de la RDA par la RFA) en voulant/espérant « contraindre » l'Allemagne au sein de l'Union Européenne. Le projet de CED échouera face au refus du PCF, alors très puissant, allié aux gaullistes qui n'acceptaient pas le réarmement allemand.

La création d'une armée européenne ne pouvait pas, alors, être le point de départ d'une unité paneuropéenne impérialiste, mais plutôt, en tant que choix politique et géostratégique, son point final, son stade ultime : la bourgeoisie en tira la leçon en décidant de commencer d'abord la « construction » par l'économie. Commencer par « l'Europe de la défense » était prématuré.

La question d'une « défense » européenne n'a d'ailleurs

jamais été totalement mise à l'écart : L'UE reste un bloc stratégiquement vassal des USA, mais il peut, quand les intérêts des bourgeoisies franco-allemandes (y compris contre leurs peuples respectifs) vont dans le même sens, revendiquer, une intégration militaire plus autonome, toujours sous couvert de « lutte contre le terrorisme ». Compte-tenu des impatiences franco-allemandes à en découdre avec les ententes les excluant, de la Russie à la Chine en passant par la Syrie ou l'Iran, quelle que soit l'évolution des relations avec les USA que le déclin rend très agressifs, aucune Europe ne pourra être celle « de la paix ». Et sa recherche d'hégémonie mondiale sera d'autant plus agressive que le déclin américain s'accroîtra. Une des manifestations de cela est l'opposition entre UE et USA sur « l'accord iranien ».

Si l'intégration de nations géographiquement proches a pu représenter pour des pays en rupture avec l'ordre capitaliste, un rempart (URSS, Yougoslavie, ALBA, ...), celle de puissances impérialistes ne peut que représenter plus d'agressions à terme : « L'Europe de la Paix » a d'ailleurs été le théâtre de nombreux bains de sang ces dernières décennies, au-delà des guerres qu'elle a suscité loin de son espace. Les guerres de destruction de la Yougoslavie, jusqu'à celle du Kosovo, ont été l'expression d'une exacerbation nationaliste fomentée, financée et militarisée par les impérialistes allemands, français et américains. Dans la stratégie de « reconquête » impérialiste des territoires de l'ex-URSS, soustraits pendant 70 ans à la « mondialisation libérale », à travers toutes les fausses révolutions « colorées » en Géorgie, Ukraine, Biélorussie, etc. commanditées par les services secrets UE et US, la construction européenne n'a jamais été un « frein » aux guerres, mais il faut le dire, a toujours été au contraire un catalyseur de guerres... En fait, c'est par « l'Europe », mais l'URSS et le camp socialiste qui ont préservé la paix en Europe de 1945 à 1991, date à laquelle l'OTAN/USA/UE ont repris leur marche guerrière vers les frontières de la Russie.

### L'Europe, berceau de la démocratie ?

C'est le même type d'enfumage idéologique qui donne à l'Europe son statut de pionnier de la démocratie dans le monde au motif qu'Athènes en fut, il y a plus de deux mille ans, le « berceau ». Quel rapport y a-t-il entre des règles politiques mises en place entre citoyens nantis dans la Grèce antique ou dans la République romaine (avant qu'elle ne bascule explicitement dans la forme Empire), fondamentalement esclavagistes, et les véritables droits démocratiques conquis de haute lutte au siècle dernier par des révolutions sociales et des luttes massives de travailleurs et de peuples (droit de vote, égalité formelle homme-femme, droit formel du travail, sécurité sociale, libertés syndicales, décolonisation, etc.), en Europe mais aussi (et peut être surtout) hors d'Europe !

La démocratie, pour beaucoup, c'est le vote et rien d'autre. Et peu importe que le scrutin soit réorganisé quand le vote ne convient pas au pouvoir qui l'organise, comme ce fut le cas au Danemark après que le peuple ait clairement rejeté le Traité de Maastricht un an plus tard. Le rejet par le peuple irlandais du Traité de Nice en 2001 motiva de la même façon un nouveau vote l'année suivante. Après deux rejets successifs du passage à l'Euro en 2001, au Danemark et en Suède, Bruxelles décida de se passer d'une approbation populaire ensuite pour l'ensemble de la zone Euro. En 2008, le rejet du Traité de Lisbonne par le peuple irlandais, le seul à avoir pu



Affiche du PCF dans les années 50 contre la C. E. D.

voter sur le sujet, fut piétiné par un nouveau référendum l'année suivante... Les élites européennes ont donc bien assimilé les règles de la « démocratie » : Le vote est l'instance suprême de décision... sauf quand il s'oppose à leurs projets.

Ce n'est même pas le vote *en soi* qui garantit la démocratie (puisqu'il a lieu d'une façon ou d'une autre dans toutes les « dictatures »), mais plutôt les modalités et le respect de ce vote. En piétinant le vote des français et des hollandais en 2005 au référendum pour une Constitution Européenne, Bruxelles -c'est-à-dire les Etats majors bourgeois des pays capitalistes fondateurs- n'a pas tardé à imposer tout de même le traité, sous un autre nom, deux ans plus tard à Lisbonne, et sans consultation populaire du tout. **Le passage en force institutionnel contre le NON de classe de 2005 en France, démontre très clairement le caractère dictatorial des instances de pouvoir de l'UE, c'est-à-dire de l'Allemagne et de la France.** Sans ce déni historique, beaucoup d'hésitations et d'illusions subsisteraient encore, partout en Europe, sur la « civilisation démocratique » que nous représenterions collectivement.

D'ailleurs ce sont toujours les pressions et les luttes populaires qui imposent aux pouvoirs à tendance dictatoriale une libération, passant parfois par les urnes : Quand celles-ci ne coïncident pas avec l'assentiment recherché par la bourgeoisie, l'élu-intrus devient immédiatement un « dictateur » à abattre. Pour l'intelligentsia occidentale, derrière Bernard-Henri Levy et d'autres, des présidents élus mais gênants comme Poutine, Chavez ou Maduro, gouvernent ce qu'ils appellent des « démocraties » ! Résumer hypocritement la démocratie au seul « multipartisme » est donc un dangereux boomerang pour l'oligarchie européenne elle-même !

Mais il y a mieux dans notre eurocentrisme pseudo-démocratique, puisque l'Union Européenne, prison des peuples que ces derniers ont accepté un couteau sous la gorge, a clairement inscrit dans ses traités l'impossibilité juridique d'en sortir. Même la Grande Bretagne qui avait pourtant négocié dès son adhésion dans les années 70 une possible sortie, ne parvient pas à ce jour à mettre en œuvre le « Brexit » voulu et voté par le peuple britannique en 2016, sans la menace de lourdes sanctions économiques de la part des autres bourgeoisies européennes ! C'est dire à quel point tout a été verrouillé pour échapper au moindre mouvement démocratique partant d'en bas, puisque celui-ci, on le sait, ne



pourrait avoir d'autre expression qu'une volonté de s'en sortir pour accomplir une politique nationale souveraine réellement populaire.

« *Tous ceux, dont j'ai eu le privilège d'avoir fait partie, qui ont tenu la plume pour écrire les premières versions du Traité de Maastricht se sont bien engagés et on fait en sorte que sortir ne soit pas possible. On a soigneusement « oublié » d'écrire l'article qui permet de sortir. Ce n'était pas très démocratique, évidemment, mais c'était une garantie pour rendre les choses plus difficiles, pour nous forcer d'avancer. Parce que si on sort, ce qui bien entendu est toujours possible, ce sera extrêmement compliqué, que ce soit par le bas ou par le haut* » disait en 2011 Jacques Attali, icône des élites de l'oligarchie française et européenne depuis Mitterrand, dans un colloque sur la « crise de l'Euro » à Paris. Nous avons ici, avec une clarté rarement consentie mais qu'autorisent désormais les « fuites internet », l'exact contraire du principe de « *liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes* » que ces mêmes élites mettaient en avant pour légitimer leurs agressions impérialistes à l'étranger... hors de leurs pré-carrés coloniaux bien sûr. Heureusement, ce n'est certainement pas en mettant en avant tel ou tel article constitutionnel qu'on parviendra à sortir de cette prison des peuples, mais bien par un rapport de force et par « en bas », comme ironise Attali, débordant toute objection strictement juridique ou institutionnelle.

Privé de sortie, le dogme des 3% de déficit imposé à tout Etat-membre et qui permet d'éviter toute politique d'investissement en faveur du social, est une arme économique totalement anti-démocratique qui invite la « patrouille » à faire ses descentes partout où le peuple se montrerait trop rétif vis-à-vis de cette « belle idée » qu'est l'Union Européenne. La crise financière et la catastrophe économique grecque qui l'a suivie ces dernières années en furent la parfaite illustration, puisqu'au-delà du NON au référendum sur le mémorandum, des manifestations et grèves quotidiennes d'un peuple qui n'en peut plus, c'est bien par des *diktats* que la Troïka non élue de Bruxelles vient « gérer » la crise, sans aucune consultation des principaux concernés par les baisses de salaires et de pensions bien entendu.

La Commission européenne (non élue), appareil oligarchique essentiellement franco-allemand et instance de décision totalement « libre » des mandats démocratiques, est en réalité un mode de gouvernement qui permet aux pouvoirs bourgeois allemands, français et autres, formellement représentés chez eux par des « élus » liés à des « promesses électorales », de passer outre les engagements « démocratiques » pour exercer directement les oukases de la finance, véritable maître du jeu comme chacun sait, et qui a pignon sur rue dans le quartier des lobby à Bruxelles. C'est d'ailleurs un maffioso notoire de la finance, impliqué dans nombre d'affaires de conflits d'intérêts, qui du haut de la Présidence de cette Commission Européenne, expliqua aux



**Méchoui de fête pour les « moutons noirs » de l'Europe à l'occasion de la victoire du NON en 2005 (Chantiers - 2005)**

grecs exténués par la crise financière et les diktats de Bruxelles : « *Il ne peut y avoir de choix démocratiques face aux traités européens* » (Jean-Claude Juncker, Interview du Figaro le 28 janvier 2015).

L'existence d'un « Parlement européen » à Strasbourg, mis en place par des élections qui enregistrent partout des records d'abstention, pour des députés qui n'ont qu'un « rôle consultatif », n'est certainement pas un gage de démocratie : Au contraire, **le Parlement de Strasbourg est la preuve, par son inutilité politique et son utilité « symbolique », du caractère dictatorial de l'Union Européenne, à l'image de la Douma du Tsar ou du Tiers-Etat sous Louis XVI.**

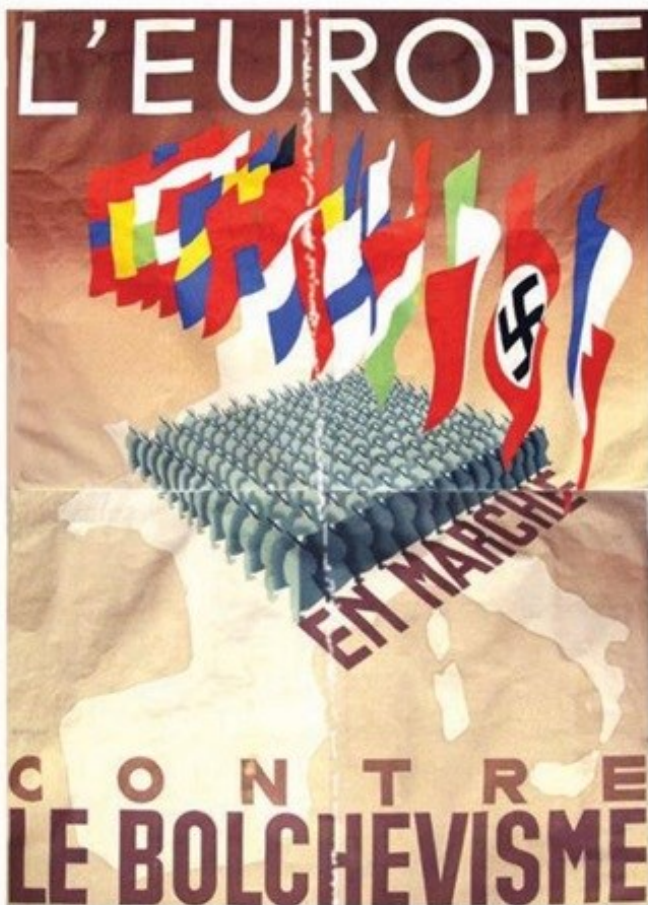
La construction d'un « empire » européen ne va donc pas dans le sens de *plus* de démocratie, mais au contraire d'un véritable recul démocratique généralisé, que mettent d'ailleurs en évidence ces dernières années les « états d'urgence » mis en place partout sous couvert de « lutte

élargir le pouvoir féodal des castes christianisées dirigeantes en bonne entente sur les peuples païens de l'époque rétifs à l'impôt. Si l'Europe ne se coalisa en 1793 que motivée par la volonté commune d'écraser l'explosion bourgeoise républicaine révolutionnaire française antiféodale, celle de Napoléon quelques années plus tard maltraita l'idée révolutionnaire pour asservir les petites nations européennes à sa nouvelle oligarchie féodalo-bourgeoise. Et c'est d'ailleurs contre le joug français que bien des nations se sont émancipées, non pas par « plus d'Europe » mais au contraire par « moins d'Europe » au cours du siècle révolutionnaire. La Commune de Paris elle-même, en 1871, fut objectivement déclenchée par un mouvement prolétarien patriotique contre l'entente franco-allemande entre Versaillais et Prussiens.

La dernière fois qu'on nous vendit cette « belle idée » d'Europe faisant obstacle à l'Est menaçant (l'URSS), ce fut sous l'égide d'Hitler, qui organisa la « libération » des peuples aryens d'Europe de l'Ouest et offrit sa protection contre les « barbares bolcheviks » slaves et juifs. Et c'est bien sur les ruines encore chaudes du troisième Reich qu'on tenta de bâtir, non pas son antidote (puisque « l'Est » venaient d'écraser le précédent) mais sans doute un quatrième en gestation...

Aujourd'hui l'irrésistible montée des partis fascistes, autoritaires et anti-démocratiques partout dans l'Union européenne, fondés sur un suprématisme « blanc » et « euro chauvin » contre les barbares du monde extérieur, « migrants » compris, traduit sans doute l'imminence possible d'une mutation majeure de l'Union Européenne. Il ne s'agit pas d'une catastrophe climatique qu'il faudrait subir en attendant sagement l'accalmie : la montée du fascisme est un phénomène politique bien connu, quand le pouvoir ne parvient plus à s'exercer par les voies de l'apparence « démocratique », faute d'un assentiment ou d'une atonie suffisante des peuples. Là où la révolte contre l'ordre établi gronde, le pouvoir cherche inexorablement à détourner la colère sur des cibles factices en créant des boucs émissaires, et pendant qu'on fabrique de toute pièce une opposition idéologique biaisée « avec nous ou contre nous » (« républicains » contre « populistes »), on encourage en sous-main la montée des « extrêmes droites » comme option tactique électoraliste, en particulier là où la crise est la plus chaude (explosion des néonazis en Grèce contre les réfugiés des pays qu'on bombarde, en Ukraine contre les provinces russophones et la Russie voisine, ...), en attendant de faire avec eux l'unité nationale comme à chaque fois qu'un « ennemi » intérieur et/ou extérieur est monté en épingle. **Bref c'est la répétition possible du funeste scénario d'avant-guerre où ceux que les marxistes d'alors appelaient sociaux-fascistes (ceux qui « pavent la voie au fascisme ») installaient objectivement, tout en s'en défendant, mais par d'incessants reculs démocratiques préalables auxquels les peuples sont censés s'accoutumer, d'authentiques pouvoirs fascistes assumés, capables de réprimer les révoltes populaires dans le sang sans aucun scrupule ni aucune limite.**

Souvenons-nous que le patriotisme, tant dénigré par ces élites ultralibérales fédéralistes, a plus souvent servi les luttes sociales contre des bourgeoisies coalisées qu'il n'a servi de terreau aux « nationalismes » réactionnaires. La preuve : les partis fascistes européens, de loin les plus dangereux et menaçant du monde, sont tous bien d'accord pour « faire l'Europe » contre les autres, « mieux » que les « libéraux » qui les ont pourtant créés de toutes pièces, notamment pour « se protéger à plusieurs » contre les « hordes barbares » comme



Affiche pro-européenne vichyste - 1943

contre le terrorisme », mais qui finissent par incriminer des syndicalistes (voir par exemple le cas des camarades de Goodyear Amiens condamnés à de la prison ferme après une lutte contre la fermeture de l'usine en 2016). Les reculs démocratiques en France comme partout sur le « territoire de Schengen », sont à ce point flagrants qu'ils s'inscrivent désormais dans une dynamique préfasciste que plus personne aujourd'hui ne conteste, même sous le terme vague de « populisme ».

C'est évidemment toujours pavé des meilleures intentions qu'on a construit « l'Europe » dans le passé, pour chaque fois plus d'asservissement des peuples, à l'intérieur comme à l'extérieur. Jadis, Charlemagne s'empara de l'Europe pour

il s'agissait de le faire naguère contre le judéo-bolchévisme. Le patriotisme n'a-t-il pas animé la résistance française contre l'occupant paneuropéen nazi et ses collaborateurs vichystes ? Qui d'Allende ou du laquais fasciste Pinochet, qui de Lumumba ou du laquais fasciste Mobutu fut le « nationaliste » ? Ce que nos bourgeoisies appelaient « rideau de fer » n'a-t-il pas malgré tout plus fait contre la guerre en Europe après 1945 que tout le verbiage « unificateur » en Europe de l'Ouest ? Des puissances alternatives aux USA et à l'UE, Russie et Chine en tête, puissances souveraines et indépendantes, ne font-ils pas aujourd'hui plus contre l'éclatement d'une guerre mondiale que tous les va-t'en-guerre atlantistes et « euro chauvins » qui ont mis le feu à l'Irak, à la Libye et à la Syrie ? Ne font-ils pas plus contre les terroristes de Daesh, d'Al Qaida, ces produits fanatisés de l'alliance entre nos élites affairistes libéraux de l'UE et des USA et les émirs féodaux des pétrodollars ?

## L'Europe sociale ?

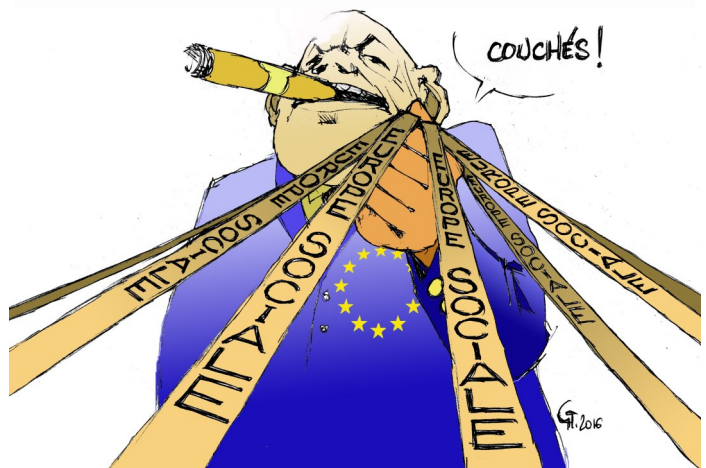
Mais l'oxymore le plus célèbre est peut-être encore la fameuse « Europe sociale », puisqu'elle est la clé de voûte de ce mythe d'un bloc impérialiste transformé par magie en une coalition progressiste par les fantasmes euro chauvins du réformisme, de l'opportunisme et du trotskisme.

Évidemment plus personne n'ose dire que l'UE est synonyme d'avancées sociales, tant les reculs sont profonds et graves. Pour le « modèle social français » issu dans l'immédiat après-guerre de la force politique du PCF et syndicale de la CGT dans le rapport de force (nationalisations massives, sécurité sociale, droit du travail et libertés syndicales par le biais du *Conseil National de la Résistance*), modèle qui pour nombre de travailleurs partout en Europe reste un exemple, et pour les patronats européens un cauchemar, toutes les attaques, par l'intermédiaire des gouvernements « complices » (en fait acteurs), désignent Bruxelles : destruction des statuts des cheminots, des électriciens-gaziers, des fonctionnaires, atteintes à la durée légale du travail et aux libertés syndicales, hausse de l'âge de la retraite, « flexibilisation » du marché du travail, création d'un chômage de masse et culpabilisation des chômeurs, fabrication en masse de travailleurs sans papiers, privatisations, délocalisations, inégalité salariale femmes/hommes, baisse des salaires et des pensions, vie chère, la liste est longue, et chaque fois le gouvernement s'abrite derrière l'UE et ses limites budgétaires à ne pas dépasser. Bruxelles, la Commission et la Banque Centrale européenne sont aux pays européens ce que le FMI et la Banque Mondiale sont aux pays en voie de développement sous la surveillance étroite du tout puissant capital financier : un outil de destruction de tous les droits et conquises sociaux, pour toujours plus de cadeaux aux patronats et toujours plus « d'austérité » pour les peuples.

Alors comment peut-on décemment, dans ces conditions, parler d'Europe sociale, pour tenter de raviver cette « belle idée » qu'est l'Europe ? Quand l'UE a-t-elle imposé le plus de privatisations en France et ailleurs ? Précisément quand les sociaux-démocrates, en fait libéraux, y gouvernaient majoritairement dans les années 80-90 ! La chose n'est pas difficile à comprendre, puisque dans le sillage des austérités sociales-démocrates, l'atonie sociale fut maximale permettant à partir de 1978 au Royaume Uni et 1982 en France de renverser de manière flagrante et durable le rapport de force entre salaires et profits, c'est-à-dire entre travail et capital.

Alors que n'a-t-on pas entendu depuis, cette fable d'une

## FINIES LES ILLUSIONS! SORTONS DE CETTE PRISON!



(Chantiers - 2016)

Europe sociale, rabâchée dans la bouche des réformistes comme dans celle des trotskistes fantasmant sur une hypothétique « révolution permanente » à l'échelle du continent ! Or **c'est sans doute le slogan qui fit le plus de mal aux classes ouvrières européennes, puisqu'en suscitant l'espoir des travailleurs « au-delà » du cadre national où sévissaient les politiques libérales ou « sociales-libérales », on les précipitait dans une illusion mortifère pour détruire le minimum de souveraineté nationale apte à protéger au moins les conquêtes sociales engrangées du temps où le rapport de force leur était plus favorable...**

Ainsi il faudrait croire les traités sur parole et admettre que le terme cynique « d'économie sociale de marché hautement compétitive » (TCE puis Traité de Lisbonne) signifie qu'existent à Bruxelles des perspectives de jours meilleurs pour les travailleurs. Mais dans ce cas, comment fonctionnerait cette nouvelle stratégie pour obtenir du progrès social ? Comment les travailleurs et les peuples doivent-ils s'y prendre à Bruxelles pour leurs futures conquêtes sociales, et repartir à l'offensive ?

Les promoteurs de l'Europe sociale ne seraient-ils pas plus avisés, pour nous convaincre, de parler de « FMI » social, de « Banque Mondiale » sociale, ou pour reprendre la formule bruxelloise, de « concurrence libre et non faussée » sociale ? C'est bien dans ces termes qu'on reconnaît la politique économique de l'UE, à travers le saccage actuel des statuts des travailleurs, de la précarisation généralisée des contrats d'embauche, de la hausse du chômage de masse et de l'explosion sans précédent des délocalisations industrielles dans et hors de l'Europe.

On rétorquera que cette Europe, telle que nous la subissons depuis des décennies d'alternance libérale / sociale-libérale, n'a sans doute jamais été « sociale », mais qu'elle pourrait l'être un jour, pour peu qu'on s'y batte, dans les urnes ou dans la rue...

Mais a-t-on jamais vu, au-delà de rares et maigres manifestations syndicales à Bruxelles « pour la forme », une revendication de la CES (confédération syndicale européenne), totalement acquise au principe des traités en vigueur, ayant apporté quoi que ce soit aux travailleurs ? N'a-t-on jamais vu une contestation populaire par les urnes

s'exprimer autrement que par un rejet viscéral de cette Europe ? Il est évident que **notre incapacité institutionnalisée à nous faire entendre, de fait, à l'échelle de l'UE, plonge les travailleurs dans le repli sur soi et le découragement, voire précipite une partie d'entre eux dans les bras du Front National**, seul à faire mine de vouloir en sortir, ou de ses homologues d'outre-Rhin.

En réalité, l'expérience de la bourgeoisie dans les luttes de classe du siècle dernier, se résume à deux formules gagnantes pour elle. La première : unir son camp et désunir le nôtre. La deuxième : Compliquer sa visibilité et la nôtre, en tant que classes. L'Europe est une stratégie qui répond à la fois à ces deux lignes d'attaque. On sait que quand une boîte ferme, le directeur se défausse sur le grand patron, qui se défausse sur les actionnaires, qui se défaussent sur l'État ou les instances internationales, bref ; personne n'est jamais responsable, et on ne s'adresse jamais paraît-il, dans les luttes syndicales, à la bonne personne. Il en va de même en politique, où les élus nationaux peuvent toujours incriminer Bruxelles (alors qu'ils en sont les acteurs directs) chaque fois qu'un mouvement social se déclare... L'État, outil de la bourgeoisie nationale, serait dans d'autres difficultés face aux travailleurs si la « souveraineté nationale » avait persisté.

Évidemment sans lecture de classe, on peut toujours espérer que l'Europe en tant qu'institution neutre, sans origine ni projet politique, devienne une force populaire paneuropéenne capable de faire face à plusieurs (addition de tous les travailleurs du continent) aux quelques familles du grand patronat. A cela on objectera deux remarques d'ordre

historique : 1) Jamais un bloc européen constitué n'a incarné dans l'histoire une telle contagion sociale. 2) Cependant c'est toujours *sans* -voire *contre*- un bloc européen constitué qu'on a observé sur le continent ce type de vague révolutionnaire débordant les frontières : Résistances nationales, et même révolutions à l'Est, parallèlement au démantèlement du troisième Reich, Commune de Paris et Risorgimento italien contre le Reich précédent et ses alliés, Révoltes européennes de 1848 -écrasées ensuite par le Second Empire-, libérations nationales contre l'Empire européen napoléonien, ... L'aversion toute européenne pour les petites nations n'est certainement pas progressiste mais vient objectivement d'une culture suprématiste, « universaliste », d'impérialisme conquérant.

Déjà au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, Karl Marx et Friedrich Engels précisaient dans le *Manifeste* que si « *les travailleurs n'ont pas de patrie* », toutefois « *le prolétariat doit en premier lieu pour conquérir le pouvoir national se constituer lui-même en nation ; il est encore par-là national, quoique nullement au sens où l'entend la bourgeoisie* ». Évidemment tous les prolétaires ont en commun les mêmes intérêts par-delà des frontières érigés sans eux et parfois même contre eux, mais l'histoire a mainte fois montré que l'entente entre bourgeoisies par-delà les frontières, comme c'est le cas avec l'UE aujourd'hui, s'est toujours faite contre leurs peuples respectifs et pour infléchir évidemment le rapport de force à l'échelle nationale, là où les travailleurs ont édifié leurs organisations de lutte et partagé leurs expériences militantes.





## Partie 2 : Une dictature dont il faut se délivrer

### Frexit : L'isolement nationaliste ?

Oui le fait de sortir de l'UE peut, selon la classe qui impose cette sortie, représenter un repli nationaliste c'est à dire un regain de tension entre bourgeoisies, puisque celles-ci, au-delà de leur intérêt commun à exploiter les peuples, sont congénitalement en concurrence entre elles. Au stade impérialiste la tendance dominante au monopole cohabite avec la concurrence qui caractérise le capital naissant. Cette cohabitation est à la base des contradictions inter-impérialistes qui peuvent provoquer une sortie de l'UE comme l'a fait récemment la Grande Bretagne. Mais il est faux de prétendre, comme le font les « fédéralistes » européens, qu'en soi, ce serait un repli identitaire. Il suffit de considérer le nationalisme identitaire particulièrement poussé de fédérations telles que la Suisse, les Etats-Unis d'Amérique, ou même l'Allemagne, pour s'en convaincre.

Tout au contraire, **quand c'est le peuple qui l'impose, la reconquête d'une souveraineté nationale est bien souvent la condition, et non l'obstacle, d'un véritable internationalisme.** Ainsi par exemple, c'est bien pour briser la construction imposée d'en haut pour toute l'Amérique Latine d'une ALCA inféodée aux USA, que l'ALBA s'est construite dans le sillage de Cuba socialiste et du Venezuela de Chavez. Elle s'est construite comme une alliance de nations souveraines, pas à pas, réduite aux seuls Etats en contradiction ancienne ou récente avec l'impérialisme US. C'est bien ainsi qu'il faudrait imaginer des alliances fraternelles entre Etats, non pas impérialistes mais au contraire anti-impérialistes, c'est à dire soucieux de se développer ensemble malgré la paralysie économique imposée par les prédateurs impérialistes. A moins de rêver naïvement au renversement instantané et simultané de tous les impérialismes européens, on ne peut imaginer la construction d'une telle « ALBA » en Europe, moins encore à tous les pays qui composent l'UE actuelle en même temps !

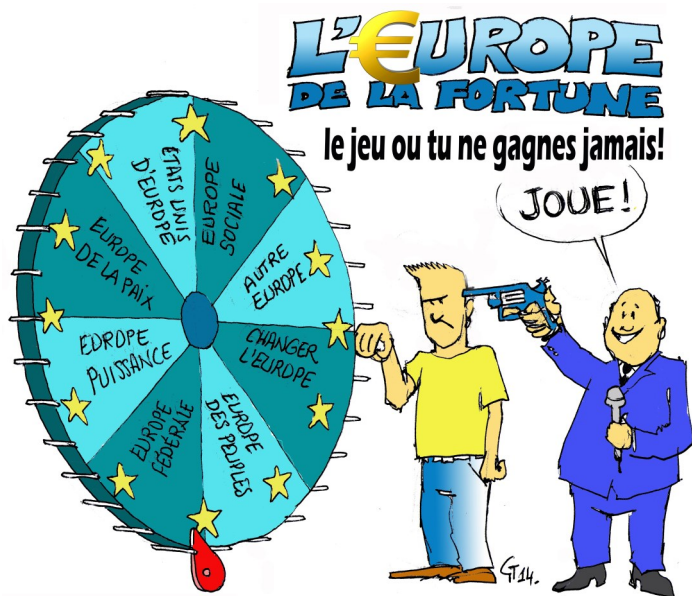
Si l'un des Etats impérialistes européens, pourquoi pas la France, prend le chemin de la sortie de l'UE sous la pression de son propre peuple dans un élan révolutionnaire, tous les autres Etats de l'UE se joindraient aussitôt pour riposter. Mais cette hypothèse, beaucoup plus vraisemblable hors de l'UE qu'en son sein (contre-offensive immédiate), imposerait justement au nouveau pouvoir révolutionnaire de s'allier avec d'autres Etats... qui dans le contexte contemporain seraient plus volontiers latino-américains ou asiatiques qu'européens !

D'aucuns diront que le fédéralisme européen, comme fusion progressive de tous les impérialismes européens, peut engendrer une situation favorable, puisque plus simple, à la chute du « seul » impérialisme européen face à la pression populaire. C'est ce qu'ont déjà prétendu bien des révisionnistes du marxisme passés à la thèse de « l'ultra-impérialisme » au début du vingtième siècle (Kautskisme). C'est évidemment une négation absurde du fait que les contradictions entre

impérialismes à l'intérieur de l'UE persistent malgré leur unité - pas toujours complète d'ailleurs- face aux autres puissances économiques du monde. L'ambivalence des Etats impérialistes est notoire, si on se rappelle des évolutions stratégiques complexes lors de la deuxième guerre mondiale entre la France, l'Angleterre, le Reich allemand, le Japon et les USA. Les contradictions entre impérialismes français et allemand subsistent évidemment aujourd'hui, personne ne peut le nier, malgré leur volonté affichée (pas forcément pour servir la même ambition d'ailleurs) de « construire l'Europe ».

Allons plus loin. Même dans l'hypothèse où ces impérialismes en contradiction persistante finiraient par s'unir durablement et totalement (ce qui est de toute façon impossible), comment un tel processus, long, complexe, passant par mille défaites des peuples et mille victoires des bourgeoisies, pourrait-il déboucher dans ce rapport de force sur une miraculeuse offensive conjointe de tous les peuples contre une super bourgeoisie incroyablement plus forte qu'aujourd'hui ? Que vaut l'argument du nombre des travailleurs européens, face à un ennemi de classe mille fois plus fort ? Ne sommes-nous pas déjà bien plus nombreux démographiquement depuis le siècle dernier rien que sur le territoire français ? Cela inverse-t-il le rapport de force ? Il y a là pour le moins une sous-estimation de la résistance de classe faisant de l'Etat-Nation le cadre par





(Chantiers - 2014)

D'ailleurs s'il s'agissait simplement, pour justifier la construction européenne, de valoriser une prétendue « identité commune » qui nous émanciperait du « chauvinisme français », précisons qu'il s'agit là soit d'une propagande à caractère tout aussi ethnique, d'une forme de supra-chauvinisme blanc et chrétien (car sans langue commune, qu'est-ce qui « nous » rapprocherait les uns des autres si ce n'est la couleur de peau et la soi-disant culture chrétienne des nations européennes), soit de balivernes illusoires : Veut-on nier qu'au moins 20% des travailleurs français sont d'origine africaine et donc « culturellement » plus proches de pays non-blancs et non-chrétiens que de nos voisins d'outre-Rhin ?

Cette construction européenne est un projet intégralement bourgeois, ultralibéral, servant des intérêts uniquement impérialistes sous un masque acceptable d'ouverture culturelle, pacifiste, libéral et démocratique. Un empire prédateur a-t-il jamais agi autrement pour imposer son pouvoir dans l'histoire ?

### Frexit : Une « fin en soi » ?

excellence du rapport des forces dans la lutte de classes.

Sortir de l'UE, pour tout pays et en particulier la France, pièce essentielle du château de cartes, ce n'est donc pas se replier sur l'espace national de façon autarcique. C'est au contraire à la fois une ouverture sur le monde, pour le pays qui sort, et un souffle nouveau pour les peuples menacés par la guerre ou exploités économiquement, sous le joug de la chaîne impérialiste dont l'UE est un segment de maillons non négligeable.

Un pays socialiste comme Cuba subit quotidiennement le joug économique du blocus impérialiste, mais développe dans la mesure du possible des partenariats économiques avec l'Alba, la Russie, la Chine, les autres Etats de ce qu'on appelle les « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), c'est-à-dire de puissances économiques non impérialistes incarnés par des peuples souverains et indépendants !

A l'inverse la Tunisie par exemple, néo colonie française, se voit actuellement soumise au projet de traité dit ALECA (*Accord de Libre Echange Approfondi et Complet*) avec l'UE, traité qui sera le coup de grâce pour les derniers vestiges de son secteur public et pour son marché intérieur agricole (donc sa sécurité alimentaire, déjà sérieusement entamée). L'UE, par l'intermédiaire de l'ALECA, est un outil de l'impérialisme français, spécialement pour la Tunisie qui fait partie de son pré-carré, pour l'assujettir encore davantage sous un masque perçu comme inoffensif ou moins agressif. Il en est de même avec les APE (accord de partenariat économique), copie jumelle de TAFTA/CETA entre les USA/Canada et UE, que l'UE cherche à imposer aux pays d'Afrique subsaharienne. En définitive, l'UE ne fait pas obstacle aux impérialismes de ses pays fondateurs. Au contraire, elle les exacerbe.

Une fragilisation de la construction européenne renforce contradictoirement le camp des peuples, et la sortie de la France ou d'un autre pays participe de cette fragilisation. Comme le disait le dirigeant communiste Ho Chi Minh, si l'impérialisme est une pieuvre, en couper une tentacule libère les peuples exploités à la fois dans les centres impérialistes et en périphérie. **Tout comme on ne peut confondre « l'union » fédérative du MEDEF avec celle de la CGT, on ne peut mettre au même niveau la construction européenne avec le panafricanisme, le panarabisme, ou le panaméricanisme.**

De toute part la haine de l'Euro et de l'Europe, synonymes d'austérité, de vie chère et de chômage, surgit au sein des peuples, en Grèce, en Italie, au Portugal, dans les avant-postes martyrs de la crise du capitalisme, mais aussi en France, où la destruction des conquies sociaux est maintenant régulière, permanente, sans trêve ni sursis. Sur le plan politique, cette haine de classe, ô combien justifiée, a pu faire le lit d'opportunismes de droite et fascistes, tant le Parti Communiste Français, jadis leader de la fronde anti-européenne, s'est renié dans le sillage pro-UE du réformisme et du trotskisme petit bourgeois. L'autophobie post-soviétique d'une grande partie du mouvement communiste français a bien aidé cette mutation, pendant que le parti fasciste de son côté passait opportunément d'un communautarisme blanc euro compatible (« les français et les européens d'abord » proclamait-on alors face aux « hordes d'immigrés africains ») à une revendication souverainiste faussement « anti-UE ».

Ce virage programmatique du FN, qu'on peut rattacher à son inexorable ascension électorale des années 2000, fut d'ailleurs assez éphémère : On assiste aujourd'hui à une sorte de retour aux sources, au cœur de cible du programme lepéniste : L'immigration, les « migrants », le « terrorisme islamiste », les « barbares » face auxquels ils faudrait renouer avec nos « partenaires » européens pour protéger la « civilisation occidentale », et s'inspirer de la longue expérience de répression fasciste israélienne, d'autres « blancs », contre le peuple palestinien. Le programme de l'ex-FN devenu aujourd'hui RN n'annonce pas vouloir « sortir de l'UE », mais au contraire en renforcer les frontières externes.

Reste quelques irréductibles promoteurs d'un frexit « de droite », tel François Asselineau et son UPR. Pour ce dernier, c'est sous l'angle juridique et institutionnel qu'il faudrait attaquer l'UE, par le fameux article 50 du Traité sur l'UE qui permettrait à la France d'en sortir formellement. C'est sans doute cette vision formaliste et légaliste qui fait du frexit à la mode Asselineau un frexit « de droite », sans lecture de classe, autrement dit un frexit impossible concrètement, car à gauche, on sait bien qu'aucune révolution n'a jamais surgi en brandissant un formulaire ou en payant des avocats.

Mais là n'est pas le problème tactique le plus important : pour l'UPR, le frexit fait office de programme politique, de revendication unique, de « fin en soi », comme si sortir de l'UE

réglait d'un coup tous les problèmes sociaux et démocratiques du peuple français. Or il est évident qu'un tel frexit ne peut en aucun cas contenir une rupture avec l'ordre capitaliste, et encore moins un retour aux « heures heureuses » du gaullisme que chérit tant Asselineau.

L'impérialisme français a existé avant, existe pendant l'adhésion de la France à l'Union Européenne, et existerait toujours après une sortie : c'est une évidence. L'erreur politique, ou le mensonge tactique des adeptes populistes du frexit, est précisément de profiter de la haine du peuple envers l'UE, pour dédouaner l'Etat républicain... alors que l'Etat français, non sous sa forme institutionnelle vue à tort comme intangible, mais sous sa forme de domination bourgeoise polymorphe, est l'un des artisans principaux de l'actuelle Europe !

Il ne s'agit pas de profiter de tensions entre les bourgeoisies franco-allemande pour revendiquer la sortie de la France. Il ne s'agit pas d'attiser la vieille tradition germanophobe de certaines élites françaises, mais au contraire d'imposer ce mot d'ordre *contre* l'unité des bourgeoisies franco-allemande, et dans le but de les fragiliser toutes les deux !

C'est sous cet angle de classe qu'on peut imaginer un frexit, programme minimum, imposé par le peuple, débouchant dans le prolongement de son mouvement sur d'autres conquêtes sociales « tant que la voie est ouverte ». La libération en France par exemple en 1945 n'avait-elle pas débouché sur toute une série de lois et de conquêtes sociales, qui avaient pourtant peu de rapport avec l'antnazisme ? Idem pour le Front Populaire antifasciste de 1936 dont la revendication initiale était de faire barrage aux ligues fascistes. Certaines luttes de libération nationale anti-coloniales par des fronts incluant plusieurs couches sociales unies sur ce seul programme minimum, n'ont-elles pas débouché sur des révolutions socialistes (Cuba, Vietnam, ...) bouleversant les rapports de production de la nation libérée elle-même ? « *Quand en haut on ne peut plus et quand en bas on ne veut plus* » disait Lénine : C'est précisément dans une conjonction de circonstances où la bourgeoisie est fragilisée, désunie, empêtrée dans des luttes internes, et où le prolétariat et le peuple se sont enfin mis en marche dans l'unité, qu'on peut obtenir beaucoup et vite dans tous les domaines, et même pour peu que l'accumulation objective et subjective des forces soit suffisante, une révolution. Le frexit de classe et populaire ne peut être que la résultante de la dialectique de la sortie de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et de la révolution socialiste-communiste dirigée par la reconstruction du Parti Communiste ayant reforgée l'indépendance idéologique et politique du prolétariat de France.

### **Déviations de droite et déviations de gauche**

Avoir en vue le programme maximum, même dans la lutte pour le programme minimum, est essentiel. Car s'il y a des étapes nécessaires dans un processus révolutionnaire, il ne faut jamais

oublier qu'il n'y a pas de « Muraille de Chine » entre les étapes, que l'on doit pouvoir passer de l'une à l'autre. Cela signifie d'être en capacité de pousser vers le programme maximum (la révolution), tout en passant par l'étape du programme minimum qu'est le Frexit. Mais cela signifie aussi ne pas confier la direction de la lutte pour le frexit à la bourgeoisie. Or c'est cela que l'on fait quand on apporte de l'eau au moulin d'un Asselineau ou à un autre gaulliste souverainiste.

Du point de vue des communistes qui doivent toujours garder la perspective stratégique du long terme, la classe ouvrière (et son parti) doit être la force motrice de l'alliance de classes qui combat pour la sortie de la France de l'Union Européenne, parce que la classe ouvrière est la seule classe qui n'a fondamentalement aucun intérêt dans l'UE, contrairement à la bourgeoisie ; c'est la seule classe qui a intérêt, après une sortie de l'UE, de passer au programme maximum (la révolution : la sortie du capitalisme), comme garantie d'une consolidation dans l'intérêt du peuple d'une « sortie de l'UE » qui restera fragile tant que la bourgeoisie reste au poste de commande.

Confier la direction de la lutte à la bourgeoisie est ainsi une déviation de droite. Bien évidemment, cela ne signifie pas s'isoler de façon sectaire, si la lutte de facto, avance dans le bon sens tout en étant sous une direction non communiste. Il faut juger du rapport de forces.

La déviation de gauche consiste à vouloir sauter cette étape de la lutte pour la sortie de l'UE, en visant d'emblée la « sortie du capitalisme » ... bien sûr à l'échelle européenne. C'est historiquement la position du mouvement trotskiste.

Trotsky voyait mécaniquement dans le libre-échange entre les nations, par développement des forces productives, une opportunité d'augmenter les chances de révolution, ce qui revient à dire qu'il faudrait aujourd'hui encourager l'ultralibéralisme parce qu'il accélère la crise du capitalisme et hâte donc les perspectives de son dépassement (en oubliant que si le prolétariat concerné n'est pas suffisamment armé, il sera entraîné lui aussi dans le gouffre) : « *Si les barrières douanières internes était abattues, l'Europe capitaliste, après une certaine période de crises de regroupement et de réajustement, atteindrait un niveau élevé sur une nouvelle base de répartition des forces productives. [...] Les barrières douanières sont édifiées précisément parce qu'elles sont profitables et indispensables pour une bourgeoisie donnée au détriment d'une autre, indépendamment du fait qu'elles nuisent à l'économie dans son ensemble.* » (Le désarmement des Etats-Unis d'Europe).

Ainsi pour Trotsky « l'unification » européenne était un progrès, préalable à la révolution européenne. Face à un Trotsky arc-bouté sur ce mot d'ordre chauvin « d'Etats-Unis d'Europe », Lénine prédisait à raison : « *Les Etats Unis d'Europe, en régime capitaliste, sont ou bien impossibles, ou bien réactionnaires* » (Lénine, *Du mot d'ordre des Etats Unis d'Europe*). Il ajoutait même : « *Si les forces de l'impérialisme ne rencontraient pas de résistance, elles aboutiraient précisément*



(Chantiers - 2015)

# les états.unis d'EUROPE



à ce résultat [les Etats Unis d'Europe] » (L'impérialisme, stade suprême du capitalisme). Pour lui, ce mot d'ordre est fondamentalement « opportuniste et générateur d'illusion ». Il ajoutait pour le « kautskiste Trotski » [Kautski était un révisionniste attendant l'unification de tous les impérialismes pour mener la lutte contre un seul ennemi !] qu'il faisait « cause commune avec les bourgeoisies impérialistes justement dans le sens de la création d'une Europe impérialiste sur le dos de l'Asie et de l'Afrique ».

En 1992 au moment du Traité de Maastricht, les trotskistes de LO ont refusé le vote Non, à partir de ce même genre de considérations : au nom du but final (la « révolution »), ils laissent les bourgeoisies s'organiser, renforcer leur cartel.

Au contraire, les travailleurs ne sont pas indifférents aux conditions dans lesquelles se déroulent leur combat, et cherchent à lever tous les obstacles sur la voie de l'émancipation, ce qui passe par des étapes : la sortie de l'UE, en tant que condition, non suffisante mais nécessaire à la révolution dans chaque pays, est donc un mot d'ordre essentiel, un mot d'ordre objectivement révolutionnaire.

Comme le disait encore Lénine, contre la théorie trotskiste de la « révolution permanente » (c'est-à-dire instantanée et générale) : « L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes » (Lénine, *Du mot d'ordre des Etats Unis d'Europe*).

Il est clair que le mot d'ordre des "Etats-Unis d'Europe" n'est pas marxiste, même au sens du 19<sup>ème</sup> siècle donc à l'époque de Marx et Engels du "capitalisme ascendant". Et l'est encore moins à l'époque du capitalisme des monopoles, de la fusion du capital bancaire et industriel qui a donné naissance au capitalisme financier, à l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

Le développement inégal est la loi absolue du développement du capitalisme mondial, de l'impérialisme. Que les impérialistes de l'UE aient besoin de forger depuis 1945 jusqu'en 1991 le bloc des « Etats-Unis d'Europe », d'abord sous la houlette des USA pour "endiguer" le communisme, puis depuis 1992 sous la houlette à la fois de l'impérialisme Allemand et US (à la fois alliés contre les autres, notamment les pays « émergents ») et concurrents selon les intérêts de leurs monopoles concurrents) ne doit pas nous amener à accepter et s'intégrer d'une quelconque manière dans cette facette particulière du processus objectif de la « mondialisation capitaliste » actuelle qu'est l'UE.

Lénine avait vu que c'était soit « impossible », soit « réactionnaire ».

« Impossible » parce qu'à l'époque en 1915 le mot d'ordre trotskiste des « Etats-Unis socialistes d'Europe » se confondait tout simplement avec les "Etats-Unis socialistes du monde". Les principales puissances impérialistes qui dominaient le monde étaient européennes, donc le socialisme advenant là devenait forcément « mondial » vu le rapport des forces au plan mondial et parce que ce mot d'ordre était contredit et contenu par la loi du développement inégal du capitalisme et du processus révolutionnaire rendant inévitable la « révolution dans un seul pays ou groupe de pays ».

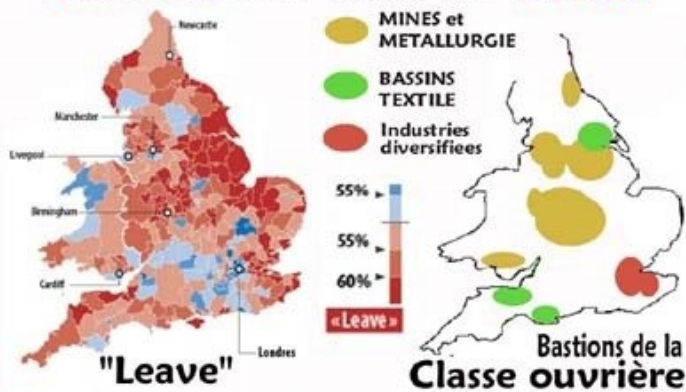
« Réactionnaire » parce que si la loi du développement inégal du capitalisme comme cela s'est opéré surtout après 1945 avec l'hégémonie des impérialistes US et maintenant avec l'avènement des pays « émergents » contraignaient les impérialistes dans le cadre de la dite « mondialisation » capitaliste à construire un bloc uni sur la base d'un rapport des forces internes à l'Europe, une telle union des capitalistes ne peut se faire qu'en détruisant toutes les conquêtes sociales et démocratiques, qu'en paupérisant massivement les travailleurs et les peuples, qu'en ouvrant les vannes de la fascisation à l'intérieur et qu'en se lançant dans les aventures guerrières agressives à l'extérieur. C'est d'ailleurs ce qui arrive actuellement.

Certes aujourd'hui « les Etats-Unis communistes d'Europe » ne se confondent pas nécessairement comme du temps de Lénine avec "les Etats-Unis communistes du monde" en raison de l'existence de puissances impérialistes comme les USA et l'avènement des puissances (pas encore impérialistes au sens Léniniste) montantes que sont les pays « émergents ».

D'ailleurs à ce propos les rescapés du camp socialiste défunt comme la Chine, la Corée du nord, le Vietnam, Cuba sont à étudier sérieusement quand à leur nature et place dans la « mondialisation capitaliste » actuelle et dans l'évolution du rapport des forces entre Travail et Capital, entre peuples et impérialismes, entre socialisme et capitalisme, etc..

Mais il n'y a rien absolument rien de révolutionnaire dans le fait de faire l'apologie de l'UE comme les trotskistes au nom de la lutte contre le « nationalisme ». Faire cela c'est combattre le « nationalisme » des Etats-Nations et soutenir objectivement un nationalisme chauvin (et fascisant) au profit de l'Etat supranational que veut devenir l'UE.

## BREXIT: Un vote de classe!



En plus sur le plan stratégique la dislocation de l'UE par la mobilisation populaire pour la sortie de l'euro et de l'UE est une étape par laquelle passera probablement la révolution socialiste dans un ou un groupe de pays dans cet espace économique et politique européen.

En tant que mot d'ordre, il s'agit de bien comprendre ce dont on parle en termes marxistes. Aucun mot d'ordre, dans l'histoire du mouvement révolutionnaire communiste, ne fut en soi « bolchevik » : En 1917, les mots d'ordre « la paix », « la terre aux paysans », « le pain », ou encore « tout le pouvoir aux soviets », n'étaient pas en soi des slogans socialistes, du point de vue idéologique ni même programmatique, mais, en collant aux revendications immédiates du peuple (programme minimum), traçaient la voie d'un programme maximum dans les conditions du moment. C'est sans doute en cela, et pas autrement, que le mot d'ordre de « sortie de l'Euro et de l'UE » (programme minimum) est révolutionnaire, c'est-à-dire **sans en faire le programme maximum d'une révolution, mais sans en minorer l'impact et les conséquences potentiellement révolutionnaires**. Le seul slogan complètement juste et complètement bolchevik est celui de Marx et Lénine : « *Prolétaires et peuples opprimés de tous les pays, unissez-vous !* » ... Mais aucune révolution prolétarienne n'a jamais été déclenchée par ce seul énoncé.

### Frexit : Le « Plan B » doit devenir un Plan A !

Le contenu d'un « programme minimum », d'un mot d'ordre révolutionnaire s'évalue en fonction du contexte historique et du rapport de force : Il doit évidemment être juste et ouvrir la voie à des possibilités révolutionnaires plus larges, mais aussi rester compréhensible par les masses et coller à leurs revendications immédiates. C'est en cela que les bolcheviks ont toujours distingué et articulé tactique et *stratégie*. L'oubli de la stratégie de long terme (la révolution socialiste) pour se focaliser sur la *tactique* conduit aux « déviations de droite » (opportunisme). L'oubli des nécessaires tactiques sans lesquelles tout slogan révolutionnaire maximaliste devient de la « phrase révolutionnaire », conduit aux déviations de « gauche » (gauchisme). C'est cela la dialectique entre le mouvement et le but.

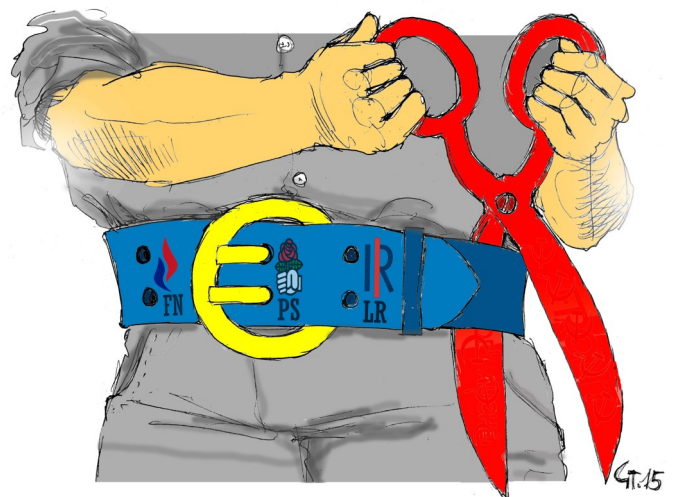
De plus, un mot d'ordre peut être révolutionnaire un temps, et devenir ensuite - s'il se maintient au-delà du contexte qui l'a vu naître - complètement réactionnaire, passer à l'ennemi de classe, et inversement, suivant la célèbre formule que martelait Lénine : « L'analyse concrète de la situation concrète ». Lors de la campagne pour le NON au Traité pour une Constitution Européenne en 2004-2005, les affiches et les tracts de la

Coordination Communiste portaient en fonction du contexte deux slogans possibles. L'un était plus stratégique et durable mais aussi plus clivant : « *NON à TOUTE constitution européenne* ». L'autre collait plus à l'urgence avant le vote, pour être compris du plus grand nombre, sans ouvrir des débats difficiles sur la nature de l'UE au moment où il fallait simplement gagner ce NON avec tous, dans les lieux de travail et les quartiers populaires : « *NON à LA Constitution Européenne* ».

C'est de cette façon qu'il faut sans doute aborder la question des modes d'agitation autour de cette question de la sortie de l'UE. Faut-il se limiter à ce que rejettent le plus les masses, à savoir l'Euro ? Ou élargir le champ et tenter politiquement d'éduquer sur l'UE elle-même et ses dégâts, avec ou sans Euro ? Faut-il appeler à en sortir, ou appeler simplement à menacer d'en sortir ? Faut-il mettre cette question au cœur d'un programme électoral, ou se limiter à une agitation hors élection sans en faire au moment des scrutins un casus belli ? Ces questions trouvent aujourd'hui une situation pertinente en France, un cas d'école, entre les (rares) tenants d'un « Frexit sinon rien » (et surtout d'un « Frexit et rien d'autre » d'ailleurs) chez les adeptes de droite d'Asselineau, et les tenants d'un « Frexit comme dernier recours », entretenant tout de même de funestes illusions sur l'UE, au sein de la France Insoumise de Mélenchon représentant de la gauche social-démocrate anti-libérale.

Il y a dans l'idée d'un Frexit comme « plan B », une fois qu'on aura épuisé toutes les possibilités de renégocier les traités européens à l'intérieur de l'UE (face à l'Allemagne, puisque la France est l'autre grande puissance de cette UE, et pèse donc de façon importante sur l'avenir de l'Union), un aspect tactique qu'on ne peut nier. Les masses en France semblent ne pas être, malgré leur aversion pour l'Euro, dans un élan de rejet *suffisant* contre l'UE à l'heure actuelle, contre un torrent médiatique quotidien de propagande pro-UE, russophobe, sinophobe, etc. Le NON à 55% de 2005 traduisait d'ailleurs cette situation : Les classes populaires avaient été capable de cet exploit : gagner ce NON à contre-courant d'un fleuve ininterrompu de propagande pro-OUI, mais avec un score juste suffisant. **Dans ce contexte, il est évident qu'il vaut mieux cheminer avec tout le peuple même lentement, partiellement, patiemment, que vite et seul.** L'idée d'un plan B est donc tactiquement plus intelligent qu'un appel formaliste au Frexit sans contenu de classe.

D'ailleurs en 2005, dans la campagne pour le NON, celui-ci a été gagné, non dans la clarté mais bien par le rassemblement de tous les travailleurs, ceux qui rejetaient clairement l'UE et ceux



(Chantiers - 2015)

qui croyaient encore, à des degrés variables, à la possibilité d'alternatives dans l'UE, ... qui croyaient encore « qu'une autre Europe est possible », avec des partis qui eux-mêmes n'étaient pas clairs sur la question, PCF en tête, toujours partisan d'une Europe sociale, dans la logique d'un mortifère « eurocommunisme » depuis les années 70 (qui ne leur avait pourtant pas empêché d'être à l'avant-garde de la campagne pour le NON au Traité de Maastricht quelques années plus tôt).

Il est donc évidemment juste, pour des communistes, de préférer soutenir un Frexit partiel et imparfait mais de gauche, tel que celui de la France Insoumise : c'est ce que font en particulier des organisations communistes hors PCF (le Rassemblement Communiste, le PRCF) et de très nombreux camarades militants dans le PCF. Et il n'est pas juste, au nom d'une apparente proximité tactique (mais avec un contenu de classe différent) de soutenir par exemple l'UPR d'Asselineau.

Le « plan B » est d'ailleurs une position de classe, tactiquement respectueuse du peuple, et qui pose que celui-ci doit « faire son expérience jusqu'au bout » de l'incapacité d'appliquer un programme de gauche au sein de l'UE... jusqu'à en sortir par un plan B déjà mûrement préparé. Lénine en 1917 avait dans le même ordre d'idée, soutenu la perspective d'une Constituante dominée par les mencheviks soumise au vote même après la prise de pouvoir des bolcheviks, de façon qu'une partie des masses encore illusionnées par le menchevisme se convainquent d'elles-mêmes de son caractère réactionnaire à cette époque. En 2005, il valait mieux mettre toutes ses forces dans le front militant de gauche, même largement parasité par des illusions sur « une autre Europe », parce que le résultat tangible, le rejet du TCE par le peuple, ferait avancer les consciences bien plus vite que « douze programmes » : Ce NON piétiné en 2008 à Lisbonne a d'ailleurs largement démontré, mieux que tous les discours, le caractère dictatorial de l'UE. Remarquons d'ailleurs que l'attitude trotskiste à l'époque était de dénoncer l'activisme pour le NON au motif que « avec ou sans TCE, le peuple sera victime du capitalisme » ... Ce qui revient à entretenir l'atonie et le sentiment d'impuissance du prolétariat.

S'il est donc juste de soutenir ces avancées portées par le programme de la FI, il est aussi du devoir des communistes travaillant dans ce front, d'ouvrir les yeux d'un maximum de militants et des masses mobilisées par le front, sur la nécessité urgente de sortir de l'UE *sans* « bluff », d'appliquer en fin de compte le plan B sans surestimer ou s'illusionner sur un plan A qui de toute façon, ne fonctionnerait pas : **comprendre que les**



**masses doivent « faire leur expérience » n'interdit pas de faire un travail d'éducation montrant l'impossibilité d'un plan A et l'inéluctabilité d'un plan B de sortie immédiate.** La sortie ne doit pas être perçue comme une alternative « faute de mieux », mais comme la seule et la meilleure alternative ! Il faut donc sortir des proclamations sur le plan B et travailler sérieusement et intensément sur ses modalités concrètes.

Pour ce travail de propagande, les militants communistes savent que beaucoup dans la FI sont encore illusionnés sur l'UE, malgré cette avancée programmatique décisive que représente l'idée d'un plan B. C'est un élément de programme qui doit éviter deux écueils : Il ne doit en aucun cas représenter, comme la FI le sous-entend, une « solution malheureuse », un « mieux que rien », l'aveu d'un échec, mais au contraire une victoire, non seulement pour le peuple français qui va enfin pouvoir imposer une politique de gauche anti-libérale, mais aussi pour tous les peuples qui subissent le poids des impérialismes européens. Il ne doit surtout pas non plus représenter une formule creuse, « populiste » au sens où elle serait faite pour coller aux masses, mais servir des intérêts contraires à ceux des masses, comme faisait mine de le proposer (avant de le rejeter) le Front National fasciste.

La sortie de l'UE doit être un programme minimum, avec d'ailleurs d'autres exigences collatérales (sortie de l'OTAN en particulier), pour le peuple français comme pour les autres peuples souffrant de la construction impérialiste européenne. C'est-à-dire qu'elle doit devenir un mot d'ordre concret, assumé et clair, dans l'avant-garde de la classe ouvrière, dans le front militant, et enfin dans les larges masses encore freinées par les peurs médiatiquement entretenues sur les conséquences économiques d'une telle sortie. Toute revendication offensive du peuple provoquera invariablement une vague de terrorisme médiatique et répressive de la part de la bourgeoisie, c'est une évidence. Mais cela n'a jamais empêché les révolutions de surgir.

**1992 - Une prémonition de la droite lors de la campagne pour le OUI à Maastricht...**



## CONCLUSION

*Fusillé par les Nazis en février 1942 au Mont Valérien, le communiste Georges Politzer écrivait dans « révolution et contre-révolution au XXème siècle » en 1941 contre l'occupation que l'Europe du troisième Reich « colonise l'Europe, comme il a colonisé jadis l'Afrique et que la Fédération européenne sous l'hégémonie de l'Allemagne ou de l'Angleterre, ne pourrait être qu'une vaste prison des peuples de l'Europe... Dans tous les pays belligérants, en Allemagne comme en Angleterre, en Italie comme en France, les peuples ont à régler des comptes avec leurs propres capitalistes. Dans cette lutte, ils ne sont pas seuls. Ils ont pour alliés en puissance les peuples coloniaux, ainsi que tous les peuples exploités. Les prolétaires des pays opprimés ont pour alliés en puissance tous ceux qui luttent pour la libération nationale... Notre lutte est celle des Communistes qui avaient uni indissolublement la cause de l'émancipation des travailleurs et celle de la liberté de la patrie ». Ce projet d'Europe sous domination du Reich Nazi a été mis en échec par la grande guerre patriotique menée par l'URSS, sa stratégie d'alliance avec les Etats bourgeois non fascistes et la résistance des peuples.*

*Après guerre les USA ont pris le relais avec le plan Marshall et la CEE avec sa stratégie « d'endiguement du communisme » qui déboucha sur la défaite du camp socialiste et la restauration du capitalisme en URSS dans les années 1989/91 .*

*La défaite de l'URSS et du camp socialiste en Europe a libéré les forces du capital du rapport des forces qui contenait jusqu'à un certain point la nature prédatrice barbare du système impérialiste.*

*La tendance intrinsèque à l'internationalisation du capital, à son expansion sur la planète a retrouvé une vigueur et une force que la peur du socialisme*

*-communisme avait atténué de 1945 à 1991. La course à l'accaparement des économies de l'est européen est venue et s'ajoute à la recolonisation des pays du Sud . Le libéralisme a été érigée en pensée unique et en politique économique unique imposées au monde entier.*

*L'UE est la forme prise par la « mondialisation capitaliste » et par laquelle les capitalistes franco-allemands flanqués des capitalistes d'autres pays européens forment leur alliance pour continuer à participer au partage du monde entre impérialistes.*

*L'acte unique en 1986, le traité de Maastricht en 1992, la monnaie unique l'euro en 2000, l'élargissement aux pays de l'est, le traité de Lisbonne en 2008 sont les étapes de l'accélération de la mise en place de l'UE dans la perspective de l'Europe fédérale.*

*La « mondialisation », en réalité la re-mondialisation repose sous une forme inédite la question nationale, celle de la souveraineté nationale, non seulement dans les pays sous domination des puissances impérialistes, mais aussi au sein même des processus de centralisation du capital sous la forme de bloc impérialiste tel que l'UE.*

*Considéré comme dépassé jusqu'à un certain point à l'ère des conquêtes coloniales pour les pays impérialistes entre la fin du 19ème siècle et la première moitié du 20ème siècle, la question nationale est de retour parce que comme le dit Lénine « on ne saurait concevoir en régime capitaliste d'autres bases pour le partage des sphères d'influence, des intérêts, des colonies, que la force des participants au partage, force économique, financière, militaire » (cité par Georges Politzer).*

# MUSELONS MACRON

L'ENNEMI PUBLIC N°1  
DES TRAVAILLEURS  
CHIEN DE GARDE DE

L'UNION EUROPEENNE  
IL EST TEMPS D'EN SORTIR!



Lisez et diffusez notre plate-forme:

[rassemblementcommuniste.fr/2018\\_06\\_18\\_plateformeRC.pdf](https://rassemblementcommuniste.fr/2018_06_18_plateformeRC.pdf)

**Adhérez au Rassemblement Communiste**

prenez contact avec nous,

contribuez à la diffusion de notre presse:

[rc@rassemblementcommuniste.fr](mailto:rc@rassemblementcommuniste.fr)

